

Pour publication immédiate

COMMUNIQUÉ

**CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE :
LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA BAIE-JAMES DEVIENT
L'ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES**

Matagami, le 7 janvier 2014. — À compter du 1^{er} janvier 2014, la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie* établissait une nouvelle structure de gouvernance sur le territoire de la Baie-James. Cette loi prévoit que le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James remplace la Municipalité de Baie-James et qu'il agit en tant qu'organisme municipal régi par la *Loi sur les cités et villes*. Il a compétence sur le territoire que la Municipalité de Baie-James desservait jusqu'au 31 décembre 2013, exception faite des terres de catégorie II. Le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James est réputé exercer le rôle de conférence régionale des élus pour son territoire et assumer les fonctions d'une commission régionale des ressources naturelles et du territoire.

Dans le cadre des changements intervenus, l'Administration régionale Baie-James succède à la Conférence régionale des élus de la Baie-James. Celle-ci dispose de pouvoirs en matière de développement local et assume des responsabilités à l'égard des Jamésiens, notamment la gestion de fonds financiers qui leur sont propres, dont ceux générés à partir des redevances d'Hydro-Québec.

L'Administration régionale Baie-James agit au bénéfice des Jamésiens pour toute question relative au développement régional. À ce titre, elle demeure un interlocuteur privilégié auprès du gouvernement. Elle soutient la concertation des partenaires et, le cas échéant, donne des avis au gouvernement. Elle produit et met en œuvre un plan quinquennal de développement qui traduit la vision jamésienne de développement pour la région. Également, elle conclut des ententes spécifiques avec les ministères et organismes gouvernementaux impliqués dans le développement régional, en vue d'exercer certains pouvoirs et responsabilités quant à la mise en œuvre de priorités régionales et pour adapter les actions et les programmes gouvernementaux aux particularités régionales.

— 30 —

Source : André Brunet, directeur général
Administration régionale Baie-James
1 800 516-4111
819 739-4111